

NUITS-SAINT-GEORGES

La construction de la caserne de gendarmerie démarrera en automne

Dès l'automne 2022, les travaux de la nouvelle caserne de gendarmerie nuits-saint-georges devraient enfin démarrer. Ouvert depuis plus de cinq ans, le dossier avance et Orvitis, le bailleur social en charge de la construction, dévoile aujourd'hui les détails du projet.

Après plusieurs années d'attente, le projet se concrétise enfin. Dans quelques mois, Nuits-Saint-Georges verra sortir de terre une caserne de gendarmerie flambant neuve, au niveau de la route d'Agencourt et de l'Ehpad (l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes) Jules-Sauvageot, dans le quartier des Bas de Tortereau.

Le permis de construire déposé

En charge de la construction, le bailleur social Orvitis, qui espérait déjà en octobre 2020 voir le chantier débiter durant l'année 2021 (lire par ailleurs), estime cette fois-ci que les travaux devraient bien « démarrer à l'automne 2022 » après une acquisition du terrain à la fin de l'année dernière et le dépôt du permis de construire. Désormais, ce sont « plusieurs entreprises de la région » qui sont impliquées dans la phase de démarrage du projet, à l'image de la conception et de la réalisation confiées à la société Paquet (Fontaine-lès-Dijon) ou de l'architecte Aagroup de Dijon.

Dix-sept logements pour les gendarmes

La caserne de gendarmerie accueillera les militaires de la brigade de Nuits-Saint-Georges. Actuellement installés rue Thurot dans un bâtiment des années 1960, en plein centre-ville, juste à côté du marché couvert, ces derniers déménageront dans une nouvelle structure plus proche du péage autoroutier et divisée en plusieurs locaux. « Un bâtiment simple rez-de-chaussée à usage de bureaux et locaux de services » sera ainsi implanté le long de la route d'Agencourt. Il sera d'une surface de 511 mètres carrés. « Un deuxième bâtiment



Le bailleur social Orvitis a acheté un terrain à la commune de Nuits-Saint-Georges afin d'y bâtir la nouvelle caserne de gendarmerie. Dessus seront construits plusieurs bâtiments, dont les travaux devraient débiter dès l'automne prochain. Photo LBP/Ch. D.

Meursault : un projet également à l'étude

D'après les services d'Orvitis, le programme de construction de la caserne de Nuits-Saint-Georges illustre les capacités de la structure « à conseiller et accompagner les collectivités dans leur programme d'aménagement adapté à chaque territoire ». Le bailleur social a en effet déjà géré la réalisation de plusieurs gendarmeries situées sur les communes d'Auxonne (en photo), Montbard, Genlis et Pouilly-en-Auxois, livrée par Orvitis à l'automne 2013. « Des projets sont à l'étude sur les communes de Meursault et Arc-sur-Tille. Les dates de livraison des structures ne sont pas encore connues », précisent également les services d'Orvitis.



Le bailleur social Orvitis a déjà construit plusieurs casernes de gendarmerie, à l'image de celle située dans la commune d'Auxonne et livrée en 2019. Photo Orvitis

d'habitation comprendra, quant à lui, dix-sept logements destinés aux brigadiers. Il sera implanté sur l'arrière du terrain et comprendra des appartements de type T2, T3, T4 et même T5, le tout sur une surface globale de 1 679 mètres carrés », indique le bailleur social.

Plus de trois millions d'euros

Côté coût, plusieurs millions seront mis sur la table puisque le

budget prévisionnel s'élève « à un peu plus de trois millions d'euros », indique Orvitis, tandis que, de son côté, la municipalité de Nuits-Saint-Georges, qui avait voté en octobre 2020 la vente de 4 400 mètres carrés au bailleur social pour 37 840 euros TTC (soit 8,60 € TTC/m²), s'avoue « ravie de voir enfin le dossier avancer ».

Pour Alain Cartron, maire de la ville, « cela va permettre de démarrer notre projet d'éco-quartier autour des Bas de Tortereau ».

Après le dépôt du permis de construire en décembre dernier, « nous sommes désormais dans l'attente de la fin de l'instruction et des délais pour les éventuels recours. À l'issue, les travaux pourront commencer et de notre côté, nous pourrions avancer sur la nouvelle zone d'urbanisation autour de la nouvelle caserne, qui comprendra plusieurs nouvelles habitations ».

Charlotte DELEY
charlotte.deley@lebienpublic.fr

REPÈRES

■ Un chantier attendu depuis plusieurs années

Depuis 2016, le dossier de la nouvelle caserne de gendarmerie a connu plusieurs rebondissements. Alors qu'en décembre 2016, la construction était déjà espérée « dix-huit mois plus tard », c'est seulement quatre ans plus tard, en octobre 2020, que l'avancement du dossier avait été précisé par Gilles Mutin, adjoint à l'urbanisme, aux élus nuitons lors d'un conseil municipal.

■ Le ministère de l'Intérieur débloque le budget

« Le ministère de l'Intérieur a débloqué le budget et un appel d'offres pour désigner un concepteur-réalisateur est en cours », avait-il alors expliqué à l'époque tandis que, de son côté, le bailleur social Orvitis avançait : « Trois équipes ont été retenues pour travailler sur le projet de gendarmerie, avec un rendu de dossier d'esquisses demandé pour fin novembre. La désignation du titulaire pourrait avoir lieu au début de l'année 2021 pour un dépôt du permis de construire au cours de l'été 2021 et un démarrage des travaux espérés fin 2021. Au total, les aménagements pourraient durer 18 mois ».

■ La crise sanitaire retarde le dossier

Plus d'un an après, en janvier 2022, les aménagements n'ont toujours pas pu débiter « à cause de la crise sanitaire et la période de que nous traversons », justifie Orvitis aujourd'hui, qui annonce désormais un début de chantier à l'automne suivi de 18 mois d'aménagements.

PAYS BEAUNOIS

Grève : plusieurs écoles et sites périscolaires totalement fermés

Ce jeudi, un mouvement de grève dans l'Éducation nationale va avoir lieu, impactant l'ouverture de plusieurs établissements scolaires dans l'agglomération de Beaune. « La Ville de Beaune et la communauté d'agglomération Beaune Côte & Sud, contraintes par la fermeture de nombreuses écoles et par le protocole sanitaire en vigueur, ne pourront

accueillir les enfants sur leurs sites scolaires et périscolaires en raison de la grève des enseignants », a alors annoncé, via un communiqué ce mercredi, Alain Suguenot, maire de Beaune et président de l'intercommunalité, invitant les parents « à ne pas présenter leurs enfants aux sites habituels, leurs accueils étant impossibles ».

Une information qui concerne les structures « totalement fermées » puisque les établissements partiellement ouverts verront, quant à eux, « leurs sites périscolaires fonctionner », ont également précisé, mercredi soir, les services de la communauté d'agglomération, avant d'énoncer la liste des écoles et sites fermés. « Cette dernière peut être amenée

à évoluer mais pour le moment les établissements touchés par une fermeture totale sont la maternelle Saint-Exupéry à Beaune, les établissements de Gigny, Ével et Levermois. Les sites partiellement fermés sont les Peupliers, Saint-Nicolas, les Échaliers, Blanche-Fleurs, le site de Sainte-Marie-la-Blanche et celui de Meursault. »



Photo d'illustration LBP/Stéphane TRANNOY